

Les taux d'intérêt élevés

de problèmes comme ils n'en ont jamais connu auparavant. Les trente députés qui ont rencontré le ministre des Finances (M. MacEachen) craignent pour leur siège, et avec raison.

● (2130)

M. Taylor: Ils ont pourtant voté en faveur du budget.

M. Wright: Comme le rappelle mon collègue, ils ont pourtant voté pour le budget. Et quel budget! Le ministre des Finances a déclaré à la Chambre qu'il ne retirerait pas son budget. Il a dit qu'il pourrait y apporter certains changements si nous l'y exhortons. Si nous le supplions, il pourrait apporter certains changements, mais fera-t-il comme son collègue, le ministre des Travaux publics, qui a déclaré que si les gens lui écrivaient et lui téléphonaient, il les aiderait à régler leurs problèmes? Le ministre des Travaux publics a écrit aux députés de ce côté-ci de la Chambre pour leur annoncer qu'il n'aiderait pas les personnes en difficulté. Il nous a dit d'attendre que le budget soit présenté. Le ministre des Finances fait comme le ministre des Travaux publics; c'est un grand parleur, mais un petit faiseur. Nous ne pouvons pas continuer à présenter des mesures législatives et à attendre la réaction des entreprises et de la population. Le gouvernement se doit de présenter des mesures avec lesquelles seront d'accord les entreprises. A cette fin, il nous faut consulter les entreprises avant et non après le fait. Il nous faut consulter avant et non après le budget.

Le dernier budget a été établi par un groupe de fonctionnaires. Mais le ministre doit en prendre la responsabilité. Lui et ses collègues doivent défendre leur budget mais ils ne savent pas comment s'y prendre, car c'est un budget désastreux. Ils souhaitent que dans un an ou deux, ou encore à la veille d'élections, les gens aient oublié.

M. Fretz: Mais ils n'oublieront pas.

M. Wright: Bien sûr que non. Nous allons le leur rappeler. Qui donc pourrait oublier la sainte horreur qu'inspire ce budget?

M. Roger Simmons (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie): A quel spectacle assistons-nous, monsieur l'Orateur? Le député de Saint-Jean-Est (M. McGrath) et le député de Saskatoon-Ouest (M. Hnatyshyn), deux bons toriers, proposent que le gouvernement réduise les taux d'intérêt. Ces merveilleux toriers viennent de trouver un remède miracle aux taux d'intérêt. C'est également à eux que nous devons l'affaire de l'ambassade de Jérusalem, le déficit stimulateur et la volte-face à propos de Petro-Canada.

Une voix: Allons donc!

M. Simmons: Ils nous ont monté un spectacle tout à fait nouveau qu'on pourrait appeler: Les taux d'intérêt magiques des toriers. Grand Dieu, quel spectacle! Il fait salle comble. Et cette fois-ci, ils en ont pour tout le monde. Avez-vous un problème de paiement hypothécaire? Ne vous en faites pas, les conservateurs ont la solution. La gestion de vos stocks vous cause des soucis? Réjouissez-vous, les toriers ont trouvé ce dont

vous avez besoin: les taux d'intérêt magiques. Votre problème est déjà réglé.

Mais l'est-il en fait? Ont-ils oublié de dire aux Canadiens que nous, de ce côté-ci, avons aussi des hypothèques. Nous aussi nous aimerions que les taux d'intérêt baissent de quelques points de pourcentage. Je suis persuadé que les toriers ont dit aux gens que le gouvernement pouvait, aujourd'hui ou demain matin, ramener les taux d'intérêt à 12, 10 ou même 8 p. 100. Oui, mais ont-ils pris la peine d'expliquer aux Canadiens quelles seraient les conséquences d'une telle initiative? Nous ont-ils jamais parlé de ceux qui possèdent les capitaux, des investisseurs? Les investisseurs ne vont-ils pas tout bonnement placer leur argent là où cela leur rapporte le plus? Si un investisseur se voit offrir 10 p. 100 d'intérêt au Canada et 16 ou 18 p. 100 aux États-Unis, où croyez-vous qu'il ira placer son argent?

J'ai moi aussi une hypothèque à payer. Elle est renouvelable en février et, du train où vont les choses, mon directeur de banque aura soit de bonnes, soit de mauvaises nouvelles à m'apprendre. Il m'annoncera soit que le taux d'intérêt aura baissé d'un point ou deux depuis février dernier, soit qu'ils auront monté d'un point ou deux. Il m'offrira aussi de me prêter de l'argent pour ma maison au taux actuel, si je suis prêt à payer ce taux. Il aura l'argent. Supposons, toutefois, que les taux américains demeurent élevés. Supposons, en outre, que le gouvernement canadien décide aujourd'hui ou demain matin de ramener les taux d'intérêt à 10 ou 12 p. 100, de sorte que les taux au Canada soient sensiblement inférieurs aux taux américains. Imaginez la situation dans laquelle je me trouverais au mois de février lorsque j'irai voir mon gérant de banque pour essayer de renouveler mon hypothèque. Il me dirait probablement qu'il a une bonne et une mauvaise nouvelle pour moi. La bonne serait que le taux hypothécaire aurait baissé de plusieurs points de pourcentage, passant de 16.75 à 10 p. 100. Ce serait une bonne nouvelle, mais il m'annoncerait ensuite la mauvaise nouvelle, à savoir qu'il n'a pas d'argent à me prêter. Il me dirait pourquoi et ce serait très facile à comprendre. Les investisseurs auraient retiré leur argent pour faire les investissements les plus intéressants possible. Ils seraient allés investir cet argent ailleurs, là où les taux d'intérêt sont plus élevés, c'est-à-dire aux États-Unis.

Si l'on me demandait si je veux un taux élevé ou un taux peu élevé, je répondrais sans hésiter que je veux un taux peu élevé. Moi aussi, j'ai une hypothèque à payer. Je veux un taux peu élevé et tous les détenteurs d'hypothèque canadiens aussi. Si l'on me laisse le soin de décider si je veux renouveler mon hypothèque ou non, si je veux conserver ma maison ou non, je n'appelle pas cela un choix du tout. A l'instar des autres détenteurs d'hypothèque, je veux pouvoir renouveler mon hypothèque; par conséquent, il faudra de l'argent à cet effet. Or, on ne pourra disposer de cet argent si les investisseurs l'ont placé aux États-Unis, où ils peuvent bénéficier d'un taux plus élevé.